

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/202971]

24 MARS 2016. — Accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la création d'un organe de conciliation dans le cadre des systèmes de télépéage sur le territoire des trois RégionsCHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Dans le présent accord de coopération, on entend par :

1^o concessionnaire : la personne morale publique ou privée qui a reçu en concession de la part du gestionnaire de la route, la gestion de celle-ci ou d'une partie de celle-ci;

2^o décision 2009/750/CE : la décision de la Commission européenne du 6 octobre 2009 relative à la définition du service européen de télépéage et à ses aspects techniques;

3^o Etat-Membre : tout Etat membre qui est destinataire de la décision 2009/750/CE;

4^o parties : le(s) prestataire(s) de services, le(s) perceuteur(s) de péages et/ou Viapass opposés dans le cadre d'un différend;

5^o péage : chaque prélèvement électronique imposé pour un secteur à péage délimité en Belgique;

6^o perceuteur de péages : l'instance qui a instauré le système de prélèvement électronique et pour le prélèvement kilométrique spécifique :

- la Région dans le cas où le prélèvement kilométrique est perçu en tant qu'impôt sur les routes non concédées;

- le concessionnaire dans le cas où le prélèvement kilométrique est perçu en tant que péage de concession sur les routes concédées;

7^o prestataire de services : toute entité juridique acceptée par un perceuteur de péages sur son secteur à péage qui offre aux redevables du prélèvement un service d'enregistrement électronique des kilomètres parcourus et/ou de calcul du prélèvement kilométrique dû sur cette distance enregistrée et/ou d'imputation aux redevables du prélèvement, de perception et de transfert du péage aux perceuteur(s) de péages, sur la base de données enregistrées par un dispositif d'enregistrement électronique, tout comme chaque entité juridique qui a amorcé un processus d'acceptation pour pouvoir opérer;

8^o secteur à péage : une partie du réseau routier belge, en ce compris des structures comme un tunnel, un pont ou un transbordeur, pour lesquels un perceuteur de péages perçoit un péage – ou pour lequel un péage peut être perçu, mais dont le tarif est de zéro centime d'euro;

9^o Viapass : le partenariat interrégional institué par l'accord de coopération du 31 janvier 2014 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'introduction du système de prélèvement kilométrique sur le territoire des trois Régions et à la construction d'un Partenariat interrégional de droit public "Viapass" sous forme d'une institution commune telle que visée à l'article 92bis, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

CHAPITRE II. — *Institution de l'organe de conciliation*

Art. 2. Il est créé un organe de conciliation indépendant chargé des missions définies aux articles 3 à 5 du présent accord de coopération.

Son siège est établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

CHAPITRE III. — *Missions*

Art. 3. L'organe de conciliation prend connaissance des différends entre les prestataires de services, d'une part, et les perceuteurs de péages et/ou Viapass, d'autre part, dans le cadre de leurs négociations ou relations contractuelles.

L'organe de conciliation est habilité, en particulier, à examiner si les conditions contractuelles appliquées par les perceuteurs de péages aux différents prestataires de services sont non-discriminatoires et reflètent de manière équitable les coûts et risques des parties au contrat.

Art. 4. L'organe de conciliation échange des informations avec les organes de conciliation d'autres Etats-Membres sur leurs travaux, leurs principes directeurs et leurs méthodes.

Art. 5. Sans préjudice de l'article 10, l'organe de conciliation établit un rapport annuel d'activités qui est publié.

CHAPITRE IV. — *Composition*

Art. 6. § 1^{er}. L'organe de conciliation est composé de trois membres, désignés par les trois Parlements régionaux. Il s'agit :

1^o d'un membre nommé par le Parlement flamand;

2^o d'un membre nommé par le Parlement de la Région wallonne;

3^o d'un membre nommé par le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.

L'organe de conciliation est présidé par un des membres qui porte le titre de Président. La présidence est exercée à tour de rôle par période de deux ans.

§ 2. Les membres sont indépendants et ne reçoivent d'instruction d'aucune autorité dans le cadre de l'exercice de leurs missions. Ils ne peuvent être relevés de leur charge en raison d'actes qu'ils accomplissent ou d'opinions qu'ils expriment dans le cadre de leurs fonctions, sauf si leurs actes ou l'expression de leurs opinions sont constitutives d'une infraction pénale.

§ 3. Pour les affaires traitées en langue allemande, les membres sont assistés par l'agent visé à l'article 11, § 2, alinéa 4, de l'accord de coopération du 3 février 2011 entre la Région wallonne et la Communauté française portant création d'un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne, qui dispose d'une connaissance approfondie de la langue allemande.

CHAPITRE V. — *Procédure*

Art. 7. § 1^{er}. L'organe de conciliation est saisi dans les cas suivants par un prestataire de services, un percepteur de péages ou Viapass :

1° lorsqu'ils rencontrent des difficultés dans les négociations contractuelles qu'ils mènent en vue de conclure un contrat donnant accès au prestataire de services au secteur à péage des percepteurs de péages;

2° lorsqu'ils rencontrent des difficultés au cours de l'exécution du contrat qui lie les parties et qui a donné accès au prestataire de services aux secteurs à péage des percepteurs de péages.

La saisine de l'organe de conciliation ne porte pas atteinte aux compétences des Cours et Tribunaux.

La saisine de l'organe de conciliation doit être accompagnée de tous les documents utiles à la médiation.

§ 2. Dès que l'organe de conciliation est saisi, par lettre recommandée avec accusé de réception, il accuse réception de la demande de conciliation auprès de la ou des personnes qui l'ont introduite et les invite à verser une somme maximale de 5.000 euros sur un compte déterminé par l'organe. Sous peine d'irrecevabilité de la demande de conciliation, cette somme doit être constituée par la ou les personnes ayant saisi l'organe dans un délai de quinze jours suivant l'invitation à payer. Cette somme vise à couvrir forfaitairement les frais relatifs au traitement du dossier.

A l'origine, le montant est fixé à 5.000 euros et peut être adapté, par un accord de coopération d'exécution tel que prévu dans l'article 92bis, § 1^{er}, dernier alinéa, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

§ 3. L'organe de conciliation transmet une copie de la requête aux autres parties concernées qui n'ont pas saisi l'organe de conciliation.

§ 4. Dans un délai d'un mois à compter de sa saisine, l'organe indique s'il est en possession de tous les documents nécessaires à la médiation. L'organe de conciliation peut, à tout moment, demander aux parties ainsi qu'à des tiers contribuant à la prestation de services, toute information pertinente complémentaire. L'organe de conciliation peut enjoindre ces personnes à répondre endéans un délai impératif qu'il détermine.

§ 5. L'organe de conciliation peut faire appel à des experts indépendants, à la demande ou non des parties.

Les frais d'expertise sont supportés par la partie qui fait la demande d'expertise.

Lorsque plusieurs parties sollicitent une expertise, les frais sont partagés entre les parties à parts égales.

Lorsque la demande émane de l'organe de conciliation, les frais sont partagés selon la clé de répartition suivante :

- Région flamande : 54 %;

- Région wallonne : 40 %;

- Région de Bruxelles-Capitale : 6 %.

§ 6. A la demande des parties, elles doivent être entendues par l'organe.

Art. 7. L'organe tente de concilier les points de vue divergents des parties. A cette fin, il peut faire des recommandations ou des propositions de position aux percepteurs de péages, à Viapass ou aux prestataire(s) de services.

A défaut de conciliation des parties, l'organe de conciliation rend un avis motivé non contraignant au plus tard six mois à compter de l'introduction de la demande de conciliation.

Art. 8. L'organe de conciliation établit un règlement d'ordre intérieur. Il est publié au *Moniteur belge*.

Le règlement d'ordre intérieur détermine entre autres les modalités de convocation des membres laquelle doit avoir lieu à la demande du Président. L'ordre du jour des réunions et tous les documents utiles à leur préparation sont communiqués aux membres avec la convocation.

Art. 9. § 1^{er}. Les membres de l'organe de conciliation sont tenus au secret. Sans préjudice des obligations que la loi leur impose, les membres de l'organe de conciliation ne peuvent rendre publics les faits dont ils prennent connaissance du fait de leur fonction. Ils ne peuvent être appelés comme témoin par les parties dans une procédure civile ou administrative relative aux faits dont ils ont pris connaissance au cours de la procédure de conciliation devant l'organe.

L'article 458 du Code pénal s'applique aux membres de l'organe de conciliation.

§ 2. Les documents établis et les communications faites devant l'organe de conciliation et pour les besoins de cette conciliation sont confidentiels. Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme aveu extrajudiciaire. L'obligation de secret ne peut être levée qu'avec l'accord des parties.

Les documents confidentiels qui sont malgré tout communiqués ou sur lesquels une partie se base en violation de l'obligation de secret sont d'office écartés des débats.

§ 3. Les tiers et les experts visés à l'article 7, § 4 et § 5, sont tenus à l'obligation de secret visée au paragraphe 1^{er} du présent article.

CHAPITRE VI. — *Quorum de présence et mode de délibération*

Art. 10. L'organe ne peut valablement siéger que si les trois membres sont présents.

L'avis et la recommandation visés à l'article 8 est émis selon le mode du consensus.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 11. L'article 19, § 3, 10°, de l'accord de coopération du 31 janvier 2014 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'introduction du système de prélèvement kilométrique sur le territoire des trois Régions et à la constitution d'un Partenariat interrégional de droit public "Viapass" sous forme d'une institution commune telle que visée à l'article 92bis, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles est supprimé.

Art. 12. Le présent accord produit ses effets le 1^{er} avril 2016.

Fait à Bruxelles, le 24 mars 2016, en 3 exemplaires originaux, en français et en néerlandais.

Pour la Région flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
Ministre flamand de la Politique extérieure et du Patrimoine immobilier,
G. BOURGEOIS

La Vice-Ministre-Présidente du Gouvernement flamand,
Ministre flamande du Budget, des Finances et de l'Energie,
Mme A. TURTELBOOM

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles,
du Tourisme, et du Bien-être des animaux,
B. WEYTS

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture,
Mme J. SCHAUVLIEGE

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
C. LACROIX

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
chargé des Finances, du Budget et des Relations extérieures,
G. VANHENGEL

Le Ministre Bruxellois de la Mobilité et des Travaux publics,
P. SMET

La Ministre Bruxelloise du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie,
Mme C. FREMAULT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/202971]

24. MÄRZ 2016 — Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Schaffung eines Schlichtungsorgans im Rahmen der elektronischen Mautsysteme auf dem Gebiet der drei Regionen

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmung*

Artikel 1 - In vorliegendem Zusammenarbeitsabkommen gelten folgende Definitionen:

1° Konzessionär: die juristische Person öffentlichen oder privaten Rechts, der der Straßenverwalter die Verwaltung dieser Straßen oder einen Teil dieser Straßen in Konzession vergeben hat;

2° Entscheidung 2009/750/EG: die Entscheidung der Europäischen Kommission vom 6. Oktober 2009 über die Festlegung der Merkmale des europäischen elektronischen Mautdienstes und seiner technischen Komponenten;

3° Mitgliedstaat: jeder Mitgliedstaat, für den die Entscheidung 2009/750/EG bestimmt ist;

4° Partei(en) : der (die) Dienstleister, der (die) Mauterheber und/oder Viapass, die sich im Rahmen eines Streitfalls gegenüberstehen;

5° Maut: jede elektronische Mautfassung, die für ein in Belgien abgegrenztes Mautgebiet auferlegt wird;

6° Mauterheber: die Instanz, die das elektronische Mautfassungssystem eingeführt hat, und für die Kilometerabgabe spezifisch:

- die Region, falls die Kilometerabgabe als Steuer auf nicht konzessionierten Straßen erhoben wird;

- der Konzessionär, falls die Kilometerabgabe als konzessionsgebundene Mautgebühr auf konzessionierten Straßen erhoben wird;

7° Dienstleistungserbringer: jede Körperschaft, die von einem Mauterheber auf seinem Mautgebiet angenommen wird, die den Abgabepflichtigen eine Dienstleistung zur elektronischen Erfassung der zurückgelegten Kilometer und/oder zur Berechnung der für diese erfasste Strecke geschuldeten Abgabe und/oder zur Anrechnung zu Lasten der Abgabepflichtigen, zur Erhebung und zur Übertragung der Maut an den (die) Mauterheber bietet, auf der Grundlage von Daten, die von einer elektronischen Datenerfassungsvorrichtung erfasst werden, sowie jede Körperschaft, die ein Annahmeverfahren eingeleitet hat, um als Dienstleistungserbringer auftreten zu können;

8° Mautgebiet: ein Teil des belgischen Straßennetzes, einschließlich der Strukturen wie Tunnel, Brücken oder Fähren, für die ein Mauterheber eine Maut erhebt oder für die eine Maut, deren Betrag jedoch Null Eurocent ist, erhoben werden kann;

9° Viapass: die interregionale Partnerschaft, eingerichtet durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 31. Januar 2014 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Einführung des Systems zur Erhebung der Kilometerabgabe auf dem Gebiet der drei Regionen und zur Bildung einer interregionalen Partnerschaft öffentlichen Rechts "Viapass" in der Form einer gemeinschaftlichen Einrichtung im Sinne des Artikels 92bis § 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen.

KAPITEL II — *Einrichtung des Schlichtungsorgans*

Art. 2 - Es wird ein unabhängiges Schlichtungsorgan eingerichtet, das mit den in Artikel 3 bis 5 vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens bestimmten Aufgaben beauftragt wird.

Ihr Sitz befindet sich im Verwaltungsbezirk Brüssel Hauptstadt.

KAPITEL III — *Aufgaben*

Art. 3 - Das Schlichtungsorgan nimmt die Streitfälle zur Kenntnis, die zwischen den Dienstleistungserbringern einerseits und den Mauterhebern und/oder Viapass andererseits im Rahmen ihrer Verhandlungen oder vertraglichen Beziehungen entstehen.

Das Schlichtungsorgan ist insbesondere befugt, zu untersuchen, ob die Vertragsbedingungen, die von den Mauterhebern den unterschiedlichen Dienstleistungserbringern auferlegt werden, keine Diskriminierung beinhalten und Kosten und Risiken der Vertragsparteien korrekt widerspiegeln.

Art. 4 - Das Schlichtungsorgan tauscht Informationen mit Schlichtungsorganen anderer Mitgliedstaaten über ihre Arbeit, ihre Grundsätze und konkrete Vorgehensweisen aus.

Art. 5 - Unbeschadet von Artikel 10 erstellt das Schlichtungsorgan einen jährlichen Tätigkeitsbericht, der veröffentlicht wird.

KAPITEL IV — *Zusammensetzung*

Art. 6 - § 1 - Das Schlichtungsorgan besteht aus drei Mitgliedern, die von den drei regionalen Parlamenten bestellt werden. Es handelt sich um:

- 1° ein von dem Flämischen Parlament bestelltes Mitglied;
- 2° ein von dem Parlament der Wallonischen Region bestelltes Mitglied;
- 3° ein von dem Parlament der Region Brüssel-Hauptstadt bestelltes Mitglied.

Den Vorsitz über das Schlichtungsorgan führt eins dieser Mitglieder, das den Titel des Vorsitzenden führt. Der Vorsitz wird abwechselnd für jeweils zwei Jahre ausgeübt.

§ 2 - Die Mitglieder sind unabhängig und erhalten keinerlei Anweisungen von irgendeiner Behörde im Rahmen der Ausübung ihrer Aufgaben. Sie dürfen nicht aus Gründen der im Rahmen ihres Amtes durchgeführten Handlungen oder ausgedrückten Meinungen ihres Amtes enthoben werden, außer wenn sie dabei eine Straftat begehen.

§ 3 - Für in deutscher Sprache behandelte Angelegenheiten werden die Mitglieder von dem in Artikel 11 § 2 Absatz 4 des am 3. Februar 2011 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossenen Kooperationsabkommens zur Gründung eines gemeinsamen Ombudsdienstes der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region genannten Bediensteten, der über eine tiefreichende Kenntnis der deutschen Sprache verfügt, unterstützt.

KAPITEL V — *Verfahren*

Art. 7 - § 1 - Das Schlichtungsorgan wird in den folgenden Fällen von einem Dienstleistungserbringer, einem Mauterheber oder Viapass angerufen:

1° wenn sie bei den Verhandlungen, die sie im Hinblick auf den Abschluss eines Vertrags führen, der dem Dienstleistungserbringer Zugang zum Mautgebiet der Mauterheber verleiht, auf Schwierigkeiten stoßen;

2° wenn sie bei der Durchführung des Vertrags, der die Parteien bindet, und dem Dienstleistungserbringer Zugang zu den Mautgebieten der Mauterheber verliehen hat, auf Schwierigkeiten stoßen.

Die Anrufung des Schlichtungsorgans beeinträchtigt keinesfalls die Befugnisse der Gerichtshöfe und Gerichte.

Bei der Anrufung des Schlichtungsorgans müssen alle zwecks der Vermittlung nützlichen Dokumente vorgelegt werden.

§ 2 - Sobald das Schlichtungsorgan angerufen worden ist, was per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung erfolgen muss, bestätigt Letzteres den Schlichtungsantrag bei der bzw. den Personen, die ihn eingereicht haben, und fordert sie auf, einen Betrag bis höchstens 5.000 Euro auf ein vom Schlichtungsorgan bestimmtes Konto zu überweisen. Unter Gefahr der Unzulässigkeit des Schlichtungsantrags muss dieser Betrag innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Zahlungsaufforderung von der bzw. den Personen zusammengestellt werden, die das Schlichtungsorgan angerufen haben. Dieser Betrag dient dazu, die Kosten für die Aktenbearbeitung zu decken.

Der Betrag wird anfänglich auf 5.000 Euro festgelegt; er kann durch ein ausführendes Zusammenarbeitsabkommen im Sinne von Artikel 92bis § 1 letzter Absatz des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen angepasst werden.

§ 3 - Das Schlichtungsorgan übermittelt den anderen betroffenen Parteien, die das Schlichtungsorgan nicht angerufen haben, eine Abschrift des Antrags.

§ 4 - Innerhalb einer Frist von einem Monat ab seiner Anrufung gibt das Schlichtungsorgan an, ob es über alle zur Vermittlung nötigen Dokumente verfügt. Das Schlichtungsorgan kann jederzeit bei den Parteien oder bei Dritten, die zur Dienstleistung beitragen, jegliche ergänzende relevante Information anfragen. Das Schlichtungsorgan kann diese Personen auffordern, innerhalb einer von ihm festgelegten zwingenden Frist zu antworten.

§ 5 - Das Schlichtungsorgan kann, auf Antrag der Parteien oder nicht, unabhängige Begutachter heranziehen.

Die Begutachtungskosten gehen zu Lasten der Partei, die den Begutachtungsantrag gestellt hat.

Wenn mehrere Parteien eine Begutachtung beantragen, werden die Kosten zu gleichen Teilen übernommen.

Wenn der Antrag vom Schlichtungsorgan stammt, werden die Kosten nach folgendem Verteilerschlüssel verteilt:

- Flämische Region: 54%;

- Wallonische Region: 40%;

- Region Brüssel-Hauptstadt: 6%.

§ 6 - Wenn die Parteien es beantragen, müssen sie vom Schlichtungsorgan angehört werden.

Art. 8 - Das Schlichtungsorgan bemüht sich um eine Annäherung der unterschiedlichen Auffassungen der Parteien. Zu diesem Zweck kann es den Mauterhebern, Viapass oder dem bzw. den Dienstleistungserbringern Empfehlungen oder Auffassungsvorschläge machen.

Kommt keine Einigung zwischen den Parteien zustande, so gibt das Schlichtungsorgan spätestens sechs Monate nach der Einreichung des Schlichtungsantrags eine nicht zwingende, begründete Stellungnahme ab.

Art. 9 - Das Schlichtungsorgan legt eine Geschäftsordnung fest. Diese wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

In der Geschäftsordnung werden u.a. die Modalitäten für die Einberufung der Mitglieder bestimmt, die auf Antrag des Vorsitzenden erfolgen muss. Die Tagesordnung der Versammlungen und alle zu ihrer Vorbereitung nützlichen Dokumente werden den Mitgliedern zusammen mit der Einberufung übermittelt.

Art. 10 - § 1 - Die Mitglieder des Schlichtungsorgans sind zur Geheimhaltung verpflichtet. Unbeschadet der ihnen durch Gesetz auferlegten Verpflichtungen dürfen die Mitglieder des Schlichtungsorgans die ihnen aufgrund ihres Amtes bekannt gewordenen Tatbestände nicht an die Öffentlichkeit bringen. Sie dürfen in einem Zivil- oder Verwaltungsverfahren betreffend die Tatbestände, die ihnen im Laufe des Schlichtungsverfahrens vor dem Schlichtungsorgan bekannt geworden sind, nicht von den Parteien als Zeuge herangezogen werden.

Artikel 458 des Strafgesetzbuches ist auf die Mitglieder des Schlichtungsorgans anwendbar.

§ 2 - Die vor dem Schlichtungsorgan und zu Zwecken dieser Schlichtung aufgestellten Dokumente und erfolgten Mitteilungen sind vertraulich. Sie dürfen in keinem Gerichts-, Verwaltungs- oder Schiedsverfahren oder in keinem sonstigen Verfahren zur Lösung von Streitigkeiten verwendet werden und sind als Beweismittel unzulässig, selbst als außergerichtliches Geständnis. Die Geheimhaltungspflicht kann nur mit der Zustimmung der Parteien aufgehoben werden.

Die vertraulichen Dokumente, die trotzdem mitgeteilt werden, oder auf die eine Partei sich unter Verstoß gegen die Geheimhaltungspflicht stützt, werden von Amts wegen aus den Debatten ausgeschlossen.

§ 3 - Die Geheimhaltungspflicht nach Paragraf 1 vorliegenden Artikels gilt auch für Drittpersonen und Begutachter nach Artikel 7 § 4 und § 5.

KAPITEL VI — *Anwesenheitsquorum und Beschlussfassungsmodus*

Art. 11 - Die Tagungen des Schlichtungsorgans können nur dann beschlussfähig sein, wenn die drei Mitglieder anwesend sind.

Die Stellungnahme und die Empfehlung nach Artikel 8 werden nach dem Konsensmodus abgegeben.

KAPITEL VII — *Schlussbestimmungen*

Art. 12 - Artikel 19 § 3 Ziffer 10 des Zusammenwerksabkommens vom 31. Januar 2014 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Einführung des Systems zur Erhebung der Kilometerabgabe auf dem Gebiet der drei Regionen und zur Bildung einer interregionalen Partnerschaft öffentlichen Rechts Viapass in der Form einer gemeinsamen Einrichtung im Sinne des Artikels 92bis § 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen wird gestrichen.

Art. 13 - Das vorliegende Abkommen wird am 1. April 2016 wirksam.

Geschehen zu Brüssel am 24. März 2016, in drei Urschriften, in französischer und niederländischer Sprache.

Für die Flämische Region:

Der Ministerpräsident der Flämischen Regierung,
flämische Minister für Außenpolitik und unbewegliches Kulturerbe
G. BOURGEOIS

Die Vize-Ministerpräsidentin der Flämischen Regierung
und flämische Ministerin für Haushalt, Finanzen und Energie
Frau A. TURTELBOOM

Der flämische Minister für Mobilität, öffentliche Arbeiten, den Vlaamse Rand, Tourismus und Tierschutz
B. WEYTS

Die flämische Ministerin für Umgebung, Natur und Landwirtschaft
Frau J. SCHAUVLIEGE

Für die Wallonische Region:

Der Ministerpräsident
P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe
M. PREVOT

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung
C. LACROIX

Für die Region Brüssel-Hauptstadt:

Der Ministerpräsident der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt
R. VERVOORT

Der Minister der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt für Finanzen, Haushalt und Außenbeziehungen
G. VANHENGEL

Der Minister der Region Brüssel-Hauptstadt für Mobilität und öffentliche Arbeiten
P. SMET

Die Ministerin der Region Brüssel-Hauptstadt für Wohnungswesen, Lebensqualität, Umwelt und Energie
Frau C. FREMAULT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/202971]

24 MAART 2016. — Samenwerkingsakkoord tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende oprichting van een bemiddelende instantie in het kader van de elektronische tolheffingssystemen op het grondgebied van de drie gewesten

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord, wordt verstaan onder :

1° concessiehouder : de publieke of private rechtspersoon die het beheer van de weg of een gedeelte van de weg van de wegbeheerder in concessie heeft gekregen;

2° beschikking 2009/750/EG : de beschikking van de Europese Commissie van 6 oktober 2009 tot definiëring van de Europese elektronische tolheffingsdienst en de bijbehorende technische onderdelen;

3° lidstaat : elke lidstaat die de adressaat is van de beschikking 2009/750/EG;

4° partijen : de dienstverlener(s), de tolheffende instantie(s) en/of Viapass in het kader van een geschil dat tussen hen rijst;

5° tol of tolheffing : elke elektronische heffing die wordt geheven voor een afgebakend tolgebied binnen België;

6° tolheffende instantie : de instantie die een elektronisch tolheffingssysteem heeft uitgebouwd en voor de kilometerheffing specifiek :

- het gewest in het geval dat de kilometerheffing wordt geheven als belasting op de niet geconcedeerde wegen;

- de concessiehouder in het geval dat de kilometerheffing wordt geheven als concessietolgeld op de geconcedeerde wegen;

7° dienstverlener : elke door een tolheffende instantie op haar tolgebied aanvaarde juridische entiteit, die een dienst aanbiedt van elektronische registratie van afgelegde kilometers en/of berekening van de verschuldigde tolheffing op deze geregistreerde afstand en/of facturatie aan heffingsplichtigen, inning, en afdracht aan de tolheffende instantie(s), van de tolheffing op basis van door een elektronische registratievoorziening geregistreerde gegevens, evenals elke juridische entiteit die een acceptatieproces heeft opgestart om als zodanig te kunnen optreden;

8° tolgebied : een deel van het Belgisch wegennet met inbegrip van structuren zoals een tunnel, een brug, of een veerpont waarvoor door een tolheffende instantie tol wordt geïnd of waarop tol kan worden geïnd, maar het tarief nul eurocent bedraagt;

9° Viapass : het interregionaal samenwerkingsverband opgericht bij het samenwerkingsakkoord van 31 januari 2014 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest "betreffende de invoering van de kilometerheffing op het grondgebied van de drie gewesten en tot oprichting van een publiekrechtelijk vormgegeven Interregionaal Samenwerkingsverband Viapass onder de vorm van een gemeenschappelijke instelling zoals bedoeld in artikel 92bis, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen".

HOOFDSTUK II. — *Oprichting van de bemiddelende instantie*

Art. 2. Een onafhankelijke bemiddelende instantie belast met de opdrachten zoals gedefinieerd in artikelen 3 tot 5 van het voorliggend samenwerkingsakkoord wordt opgericht.

Haar zetel is gevestigd in het administratief arrondissement van Brussel-Hoofdstad.

HOOFDSTUK III. — *Opdrachten*

Art. 3. De bemiddelende instantie neemt kennis van de geschillen tussen, enerzijds, de dienstverleners en, anderzijds, de tolheffende instantie(s) en/of Viapass, in het kader van hun onderhandelingen of contractuele relaties.

De bemiddelende instantie is met name bevoegd om te onderzoeken of de contractuele voorwaarden die door de tolheffende instanties worden opgelegd aan verschillende dienstverleners niet-discriminerend zijn en de kosten en risico's van de partijen bij de overeenkomst op rechtvaardige wijze weerspiegelen.

Art. 4. De bemiddelende instantie wisselt informatie uit met de bemiddelende instanties van andere lidstaten over haar werkzaamheden, richtsnoeren en praktijken.

Art. 5. Zonder afbreuk te doen aan artikel 10, stelt de bemiddelende instantie een jaarlijks activiteitenverslag op dat wordt bekendgemaakt.

HOOFDSTUK IV. — *Samenstelling*

Art. 6. § 1. De bemiddelende instantie is samengesteld uit drie leden, aangeduid door de drie gewestparlementen. Het betreft :

1° één lid benoemd door het Vlaamse Parlement;

2° één lid benoemd door het Parlement van het Waalse Gewest;

3° één lid benoemd door het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De bemiddelende instantie wordt voorgezeten door één van de leden die de titel van voorzitter voert. Het voorzitterschap wordt beurtelings uitgeoefend per periode van 2 jaar.

§ 2. De leden zijn onafhankelijk en ontvangen van geen enkele autoriteit instructies in het kader van de uitvoering van hun opdrachten. Ze kunnen niet ontheven worden van hun taak, omwille van daden die ze stellen of meningen die ze uiten in het kader van hun functies, behoudens in geval hun daden of de uiting van hun meningen beantwoorden aan een strafrechtelijke inbreuk.

§ 3. Voor de in het Duits behandelde zaken, worden de leden bijgestaan door het personeelslid bedoeld in artikel 11, § 2, lid 4 van het samenwerkingsakkoord van 3 februari 2011 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap houdende oprichting van een gemeenschappelijke ombudsdienst voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, dat over een grondige kennis van het Duits beschikt.

HOOFDSTUK V. — *Procedure*

Art. 7. § 1. Een geschil wordt bij de bemiddelende instantie aanhangig gemaakt door een dienstverlener, een tolheffende instantie of Viapass in volgende gevallen :

1° wanneer zij stoten op moeilijkheden bij de contractuele onderhandelingen die ze voeren om een overeenkomst te sluiten die aan de dienstverlener toegang zou verlenen tot de tolgebieden van de tolheffende instanties;

2° wanneer zij stoten op moeilijkheden in de loop van de uitvoering van de overeenkomst die de partijen verbindt en die aan de dienstverlener toegang heeft verleend tot de tolgebieden van de tolheffende instanties.

Het aanhangig maken bij de bemiddelende instantie doet geen afbreuk aan de rechtsmacht van de hoven en rechtbanken.

Het aanhangig maken van het geschil bij de bemiddelende instantie dient vergezeld te zijn van alle documenten die nuttig zijn voor de bemiddeling.

§ 2. Zodra een geschil per aangetekend schrijven met ontvangstmelding bij de bemiddelende instantie aanhangig wordt gemaakt, meldt zij ontvangst van het verzoek tot bemiddeling aan diegene of diegenen die het hebben ingediend en nodigt hen uit tot het overschrijven van een bedrag van maximaal 5.000 euro op een rekening bepaald door de instantie. Op straffe van onontvankelijkheid van het verzoek tot bemiddeling, moet dit bedrag worden voldaan door diegene of diegenen die het geschil aanhangig hebben gemaakt bij de instantie, binnen een termijn van vijftien dagen volgend op de uitnodiging tot betaling. Dit bedrag heeft als doel de kosten die betrekking hebben op de dossierbehandeling op forfaitaire wijze te dekken. Het bedrag wordt initieel bepaald op 5.000 euro en kan worden aangepast krachtens een uitvoerend samenwerkingsakkoord zoals bedoeld in art. 92 bis, § 1, laatste lid van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ter hervorming van de instellingen.

§ 3. De bemiddelende instantie maakt een kopie van het verzoekschrift over aan de andere betrokken partijen die het geschil niet aanhangig hebben gemaakt bij de bemiddelende instantie.

§ 4. Binnen een termijn van één maand vanaf het aanhangig maken, brengt de bemiddelende instantie ter kennis of zij over de voor de bemiddeling nodige documenten beschikt. De bemiddelende instantie kan de partijen evenals derden die betrokken zijn bij de dienstverlening ten allen tijde om iedere relevante aanvullende informatie vragen. De bemiddelende instantie kan deze personen gelasten om, binnen een dwingende termijn die zij bepaalt, antwoord te geven.

§ 5. De bemiddelende instantie kan een beroep doen op onafhankelijke experts, al dan niet op vraag van de partijen.

De expertisekosten gedragen door de partij, die om de expertise verzocht.

Wanneer meerdere partijen om een expertise verzoeken, worden de kosten gedeeld door deze partijen in gelijke delen.

Als de vraag afkomstig is van de bemiddelende instantie worden de kosten verdeeld volgens volgende verdeelsleutel :

- Vlaams Gewest: 54 %;
- Waalse Gewest: 40 %;
- Brussels Hoofdstedelijk Gewest: 6 %.

§ 6. Op vraag van de partijen, dienen zij te worden gehoord door de bemiddelende instantie.

Art. 8. De bemiddelende instantie tracht de afwijkende standpunten van de partijen te verzoenen. Met dat doel kan zij aanbevelingen doen of voorstellen van standpunt aanbrengen aan de tolheffende instanties, Viapass of de dienstverlener(s).

Bij gebrek aan een verzoening tussen de partijen, verleent de instantie een gemotiveerd en niet bindend advies ten laatste zes maanden na indiening van het verzoek om bemiddeling.

Art. 9. De bemiddelende instantie stelt een reglement van inwendige orde op. Dat wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Het reglement van inwendige orde bepaalt onder andere de modaliteiten voor de oproeping van de leden welke op verzoek van de Voorzitter moet plaatsvinden. De agenda van de vergaderingen en alle ter voorbereiding ervan nuttige documenten worden meegegeeld aan de leden samen met de oproeping.

Art. 10. § 1. De leden van de bemiddelende instantie zijn tot geheimhouding verplicht. Zonder afbreuk te doen aan de hen door de wet opgelegde verplichtingen, kunnen de leden van de bemiddelende instantie de feiten waarvan zij kennis nemen uit hoofde van hun functie niet openbaar maken. Zij kunnen door de partijen niet als getuige worden geroepen in een burgerlijke of administratieve procedure betreffende de feiten waarvan zij kennis hebben genomen in de loop van de bemiddelingsprocedure voor de bemiddelende instantie.

Artikel 458 van het Strafwetboek is van toepassing op de leden van de bemiddelende instantie.

§ 2. De documenten opgesteld en de gedane communicaties voor de bemiddelende instantie en voor de noden van de bemiddeling zijn vertrouwelijk. Deze kunnen niet worden gebruikt in een gerechtelijke, administratieve of arbitrale procedure, of iedere andere procedure, die tot doel heeft geschillen te beslechten en zijn niet ontvankelijk als bewijs, zelfs niet als buitengerechtelijke erkenning. De vertrouwelijkheidsplicht kan slechts worden opgeheven mits het akkoord van de partijen.

De vertrouwelijke documenten die desondanks worden bekendgemaakt of waarop de partij zich beroept met schending van de vertrouwelijkheidsplicht worden van ambtswege geweerd uit de debatten.

§ 3. De derden en de experts bedoeld in artikel 7, § 4 en § 5, zijn gehouden tot de vertrouwelijkheidsplicht zoals bedoeld in § 1 van dit artikel.

HOOFDSTUK VI. — *Aanwezigheidsquorum en wijze van beraadslaging*

Art. 11. De bemiddelende instantie kan slechts rechtsgeldig zetelen indien de drie leden aanwezig zijn.

Het advies en de aanbeveling bedoeld in artikel.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 12. Artikel 19, § 3, 10^o, van het samenwerkingsakkoord van 31 januari 2014 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest "betreffende de invoering van de kilometerheffing op het grondgebied van de drie gewesten en tot oprichting van een publiekrechtelijk vormgegeven Interregionaal Samenwerkingsverband "Viapass" onder de vorm van een gemeenschappelijke instelling zoals bedoeld in artikel 92bis, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen" wordt opgeheven.

Art. 13. Het voorliggend akkoord heeft uitwerking met ingang van 1 april 2016.

Gedaan te Brussel, op 24 maart 2016, in 3 originele exemplaren, In het Nederlands en het Frans.

Voor het Vlaamse Gewest :

De Minister-President van de Vlaamse Regering,
en Vlaamse Minister van Buitenlands Beleid en Onroerend Erfgoed,
G. BOURGEOIS

De Vice-minister-President van de Vlaamse Regering
en Vlaamse Minister van Begroting, Financiën en Energie,
Mevr. A. TURTELBOOM

De Vlaamse Minister van Mobiliteit, Openbare Werken, Vlaamse Rand, Toerisme en Dierenwelzijn,
B. WEYTS

De Vlaamse Minister van Omgeving, Natuur en Landbouw,
Mevr. J. SCHAUVLIEGE

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de Simplification administrative,
C. LACROIX

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Financiën, Begroting en Externe Betrekkingen,
G. VANHENGEL

De Brusselse Minister van Mobiliteit en Openbare Werken,
P. SMET

De Brusselse Minister van Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,
Mevr. C. FREMAULT